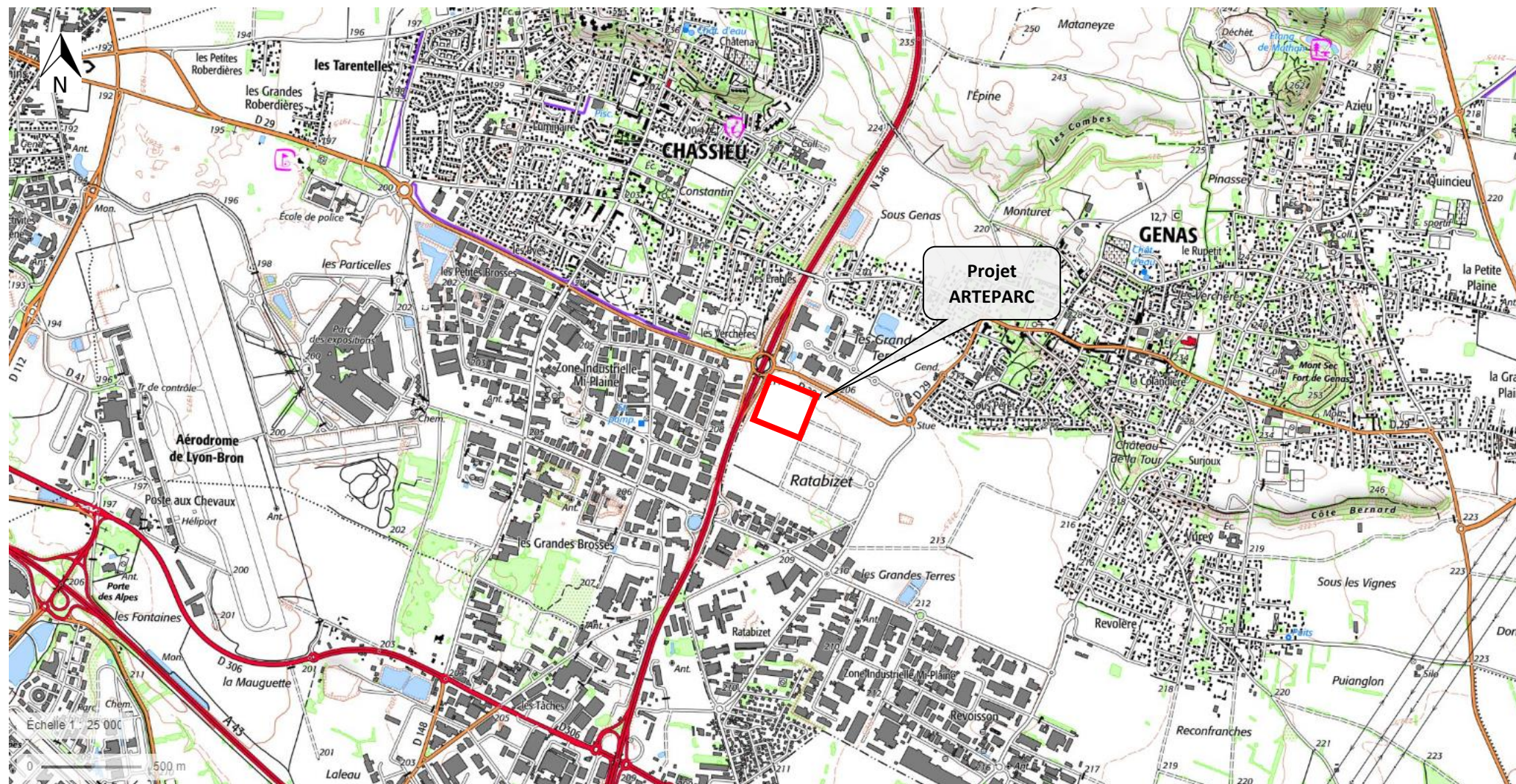


# Annexe 2

## Plan de situation au 1 / 25 000

# Plan de situation au 1/25 000

Source : Géoportail



## Annexe 3

Photographies de la zone d'implantation



# Photographie de la zone d'implantation du projet, vue éloignée

Source : Google Earth





# Photographie de la zone d'implantation du projet, vue rapprochée

Source : SERL

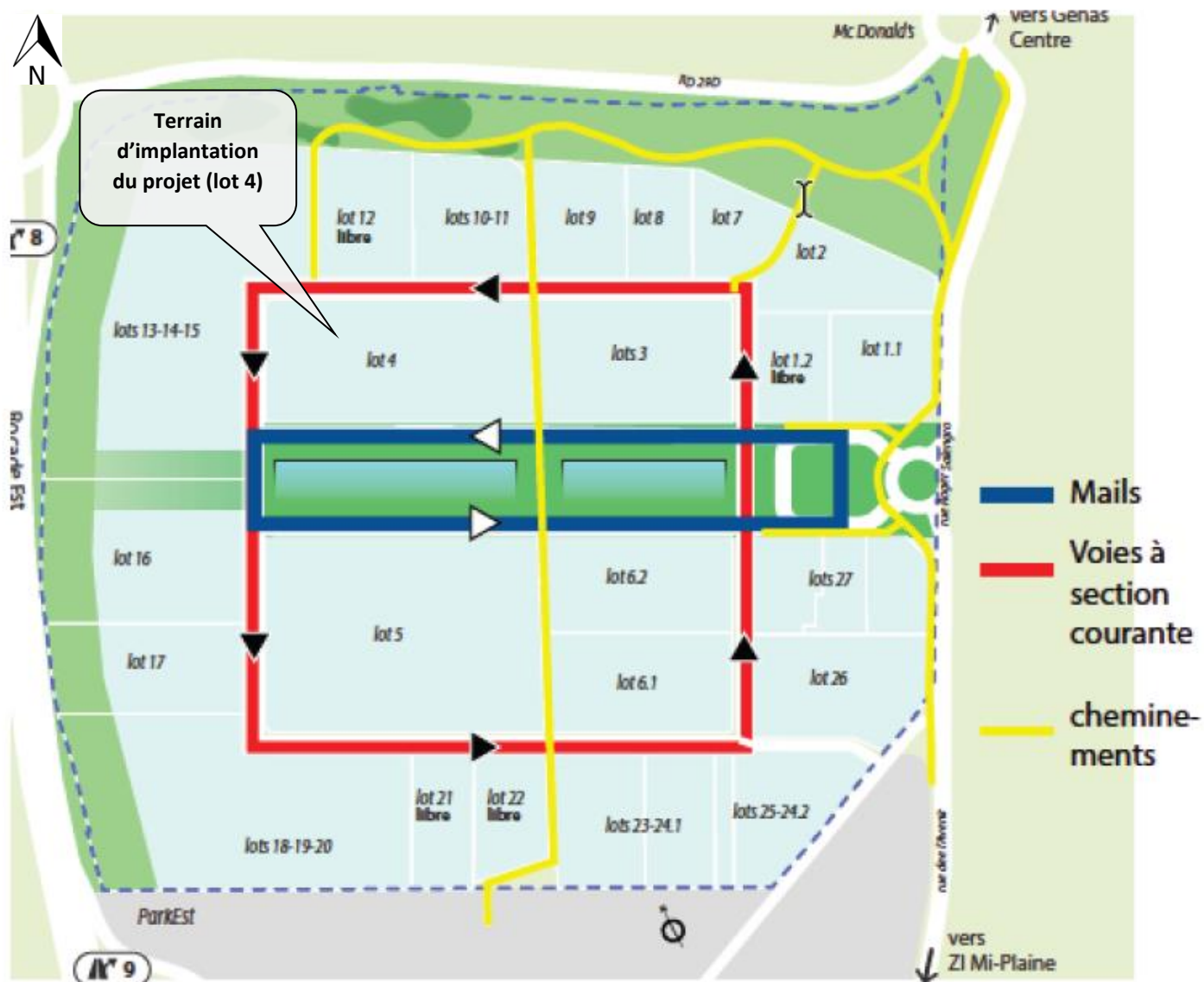


Projet  
ARTEPARC



# Plan de la ZAC accueillant le projet

Source : CPAUP





# Projection d'une représentation du projet

Source : ARTEPARC MEYLAN



**SARL ARTEPARC MEYLAN**  
52, Avenue Georges Clémenceau  
78110 LE VESINET  
SIREN : 840 722 896 R.C.S. VERSAILLES

**SARL AGENCE VBI**  
2 bis rue du Sentier  
78400 Chatou  
SIREN 601 434 082 R.C.S. VERSAILLES

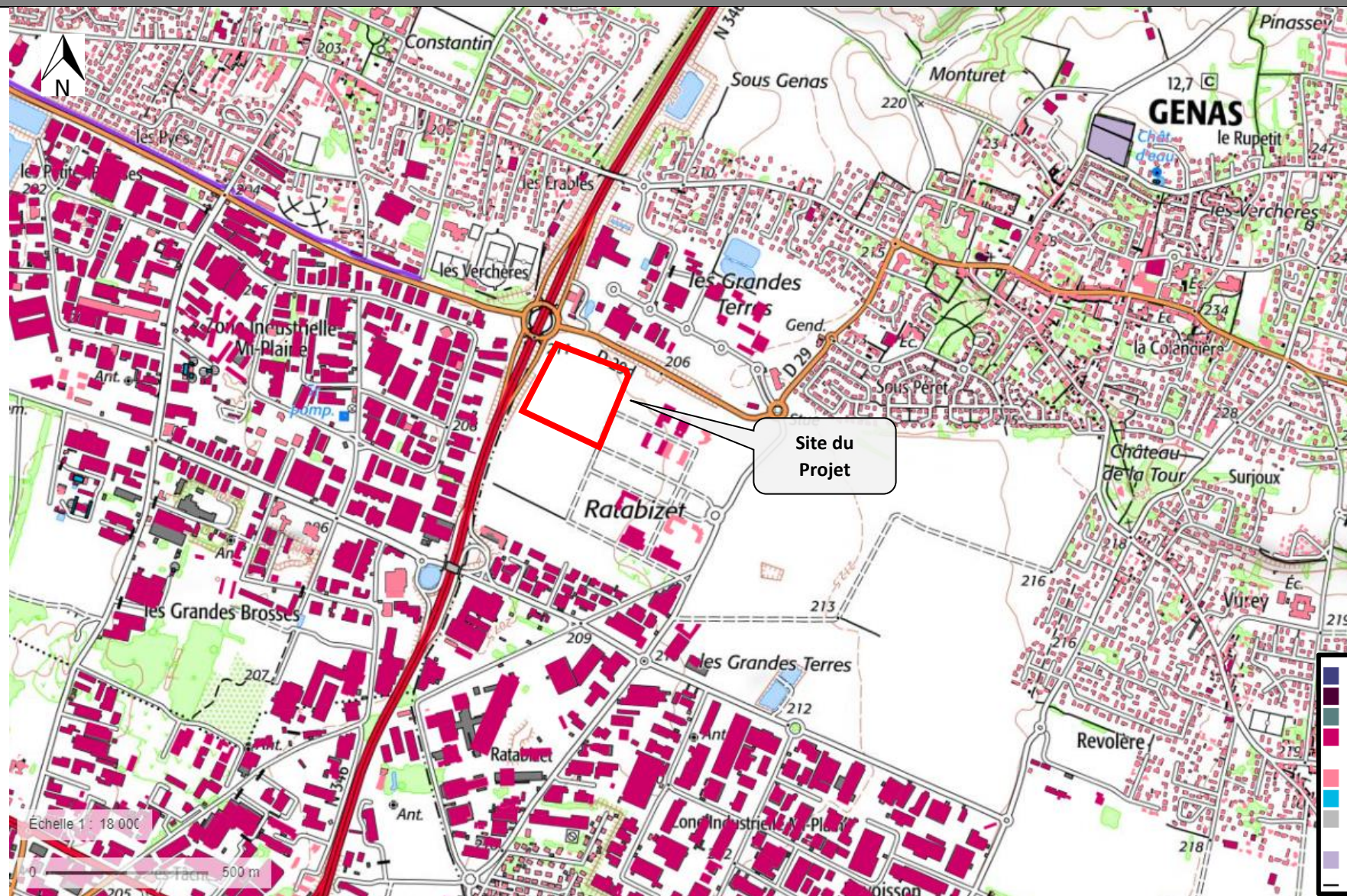
# Annexe 5

Plan des abords du projet



# Plan des abords du projet

Source : Géoportail



- Services administratifs
- Lieu de culte
- Pratique sportive
- Bâtiment à caractère industriel, commercial ou agricole
- Autre bâtiment
- Réservoir d'eau
- Barrage, dalle de protection, écluse ou pont
- Cimetière
- Construction remarquable

Annexe 7

Note Environnementale





## NOTE ENVIRONNEMENTALE – EVEREST PARC

29/08/2022



### **Le Groupe :**

Le groupe ARTEA se présente comme un opérateur global développant des projets d'ensemble en partenariat avec les collectivités locales. Il a fait le choix d'être un acteur intégré maîtrisant l'ensemble de la chaîne des compétences de l'immobilier de façon à apporter des solutions globales qui vont de la conception à la réalisation, en passant par le financement et l'exploitation de ses programmes.

### **La Démarche Environnementale :**

Fort de ses engagements face aux enjeux du développement durable, le groupe ARTEA cherche à apporter des réponses précises à ses clients en les aidant à structurer leur propre démarche environnementale. Pour ce faire, le groupe s'est placé comme un acteur à la pointe des technologies vertes. Les équipes ARTEA ont acquis une réelle expertise dans les différents domaines d'intervention de l'immobilier et mis en œuvre des projets de développement ambitieux intégrant des bâtiments intelligents, des offres de services et de la production d'énergies renouvelables qui viennent s'inscrire dans la dynamique de la ville intelligente.

## PRODUCTION D'ENERGIE PHOTOVOLTAÏQUE



L'installation d'une centrale solaire photovoltaïque en toiture d'un bâtiment tertiaire apporte 3 avantages majeurs pour la société propriétaire de l'immeuble concerné :



1

Une centrale solaire est un actif qui permet de **générer du chiffre d'affaires** et de **réaliser des économies** sur les consommations d'électricité.



2

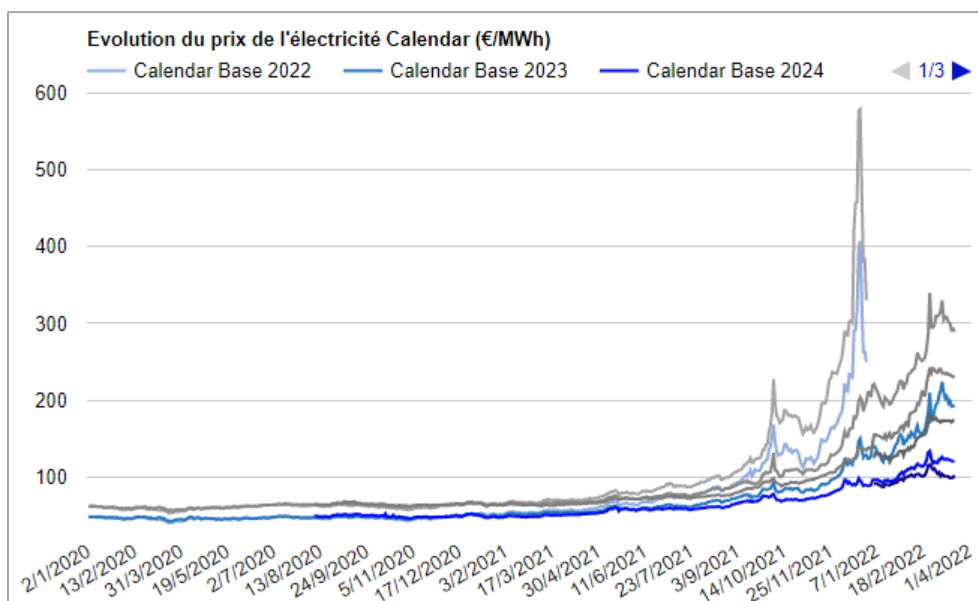
Cet actif permet de **répondre aux exigences en matière de RSE** (responsabilité sociétale des entreprises). La production d'énergie renouvelable compense l'impact environnemental des bâtiments exploités par la société.



3

Une centrale photovoltaïque valorise le bâtiment équipé : produire de l'énergie in situ permet **une meilleure indépendance** face au réseau, et permet **l'obtention d'un label E+C-**.

Un exemple de l'intérêt de l'indépendance énergétique et de l'importance des économies potentielles, la crise énergétique actuelle :





## FOURNITURE D'ÉNERGIE PAR DREAM ENERGY

Le groupe ARTEA a développé une activité de fourniture d'énergie, avec sa filiale DREAM ENERGY®. Son patrimoine de centrales hydroélectriques et photovoltaïques lui permet de cumuler plus de **20 MW de puissance installée** en France en 2022.



75 %



25 %

**Acquisition de 10MW/an de capacité de production minimum**

**Objectif 2025 : 60 à 100 MW** (Dream energy + partenariats)

Le maillage productif actuel de DREAM ENERGY se compose de 60 centrales réparties en France :



La sécurisation de cette production permet à DREAM ENERGY une stabilité par rapport à la volatilité de l'énergie sur les marchés. L'objectif à terme étant de permettre aux actifs immobiliers du groupe ARTEA de se fournir en électricité sur le réseau directement via son propre fournisseur d'énergie 100% renouvelable et française.



Sur l'EVEREST Parc, tous les bâtiments de l'ARTEPARC seront équipés par des centrales photovoltaïques en toiture. Ces centrales solaires seront raccordées **en autoconsommation**. Cela leur permettra d'injecter directement leur production dans les bâtiments sur lesquelles elles sont posées. Le but est de soulager le réseau et alimenter les bâtiments par de l'énergie verte produite in situ. Le

surplus de production, sera réinjecté dans une **batterie** probablement installée à côté de la station. Quand les bâtiments ne consomment pas, le surplus de la production sera stockée dans la batterie pour bénéficier de la production solaire et alimenter la station de super chargeur pendant les heures de pointe. Au cas où il y a toujours de l'excès de production, il sera injecté sur le réseau dans le périmètre de Dream Energy.



## Annexe 8

# Charte chantier à faible impact environnemental

# CHARTRE CHANTIER A FAIBLE IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Certification HQE Bâtiment Durable

DOSSIER N°22020

## NOM DE L'OPERATION

### EVEREST PARC LOT 4

Construction de bâtiments de bureaux et d'activité

Parc d'activité EverEst  
GENAS



PHASE	INDICE	DATE	RÉDACTEUR	RESPONSABLE
PC	0	15/09/22	MDu	MDu

## MAITRE D'OUVRAGE

### SARL ARTEPARC MEYLAN

52, avenue Georges Clémenceau  
78110 LE VESINET

## ARCHITECTE

### VBI

4 rue du Sentier  
78400 CHATOU

## AMO HQE

### INGEGROUP

411 Allée des Noisetiers  
CS 61710  
69773 LIMONEST Cedex



## HISTORIQUE DES VERSIONS

Indice	2		Date	
Indice	1		Date	
Indice	0	Création du document – version provisoire	Date	15/09/22

## TABLE DES MATIÈRES

HISTORIQUE DES VERSIONS.....	2
TABLE DES MATIÈRES .....	2
1. PREAMBULE.....	4
1.1. DEFINITION DES OBJECTIFS.....	4
1.2. MISE EN PLACE ET SIGNATURE.....	4
1.3. PENALITES .....	4
2. PREPARATION DU CHANTIER.....	5
2.1. ROLES ET FONCTIONS.....	5
2.1.1. Coordinateur QE.....	5
2.1.2. Responsable Environnement Chantier (REC).....	5
2.1.3. Responsable Environnement Entreprise (REE).....	5
2.2. DOCUMENTS PREPARATOIRES.....	5
2.2.1. Plan Assurance Environnement (PAE) des entreprises .....	5
2.2.2. Plan d'Installation de Chantier (PIC).....	6
2.2.3. Schéma d'organisation de la gestion des déchets (SOGED).....	6
2.3. COMMUNICATION.....	6
2.3.1. Communication interne .....	6
2.3.2. Communication externe .....	7
3. PRESCRIPTIONS GENERALES.....	8
3.1. CONTROLE ET SUIVI DE LA DEMARCHE.....	8
3.1.1. Organisation générale .....	8
3.1.2. Outils de suivi.....	8
3.2. ORGANISATION DU CHANTIER .....	9
3.2.1. Sécurisation du site.....	9
3.2.2. Installations de chantier .....	9
3.2.3. Propreté du chantier .....	9
3.2.4. Signalétique .....	9
3.2.5. Circulation et stationnement .....	10
3.2.6. Accès des véhicules de livraison et d'enlèvement.....	10
3.2.7. Stockage des matériaux .....	10
3.3. GESTION DES DECHETS.....	10
3.3.1. Responsabilités.....	10
3.3.2. Procédure.....	11

3.3.3.	Réduction du volume de déchets .....	11
3.3.4.	Objectifs de valorisation .....	11
3.3.5.	Classification et tri des déchets.....	12
3.3.6.	Transport et centre de traitement .....	13
3.4.	REDUCTION DES NUISANCES .....	13
3.4.1.	Nuisances acoustiques .....	13
3.4.2.	Nuisances visuelles.....	13
3.4.3.	Nuisances dues aux boues et aux poussières .....	14
3.5.	REDUCTION DES POLLUTIONS .....	14
3.5.1.	Prescriptions générales.....	14
3.5.2.	Pollution de l'air.....	14
3.5.3.	Pollution de l'eau et des sols .....	14
3.6.	CONTROLE DES RESSOURCES EN EAU ET EN ENERGIE.....	15
3.6.1.	Suivi des consommations .....	15
3.6.2.	Réduction des consommations .....	15
3.7.	UTILISATION DU BOIS SUR LE CHANTIER.....	15
3.8.	GESTION DE LA BIODIVERSITE EN PHASE CHANTIER.....	16
4.	ANNEXES.....	17
4.1.	ANNEXE 1 : ROLE DU COORDINATEUR QE .....	17
4.2.	ANNEXE 2 : ROLE DU RESPONSABLE ENVIRONNEMENT CHANTIER .....	17
4.3.	ANNEXE 3 : ROLE DU RESPONSABLE ENVIRONNEMENT ENTREPRISE.....	17



# 1. PREAMBULE

## 1.1. DEFINITION DES OBJECTIFS

Le chantier est la vitrine opérationnelle de l'activité d'un Maître d'Ouvrage, c'est aussi un vecteur de pollution et de nuisances qui peuvent être limitées afin de réduire les impacts environnementaux. Pour mener à bien cette stratégie de chantier à faible impact environnemental, les efforts doivent être partagés par tous les acteurs du projet, de la maîtrise d'ouvrage aux compagnons sur le chantier.

Cette opération s'inscrit dans une démarche environnementale volontaire basée sur le référentiel HQE Bâtiment Durable. Les dispositions indiquées dans cette charte font partie des exigences du projet. Ces exigences doivent donc être appliquées par tous sur le chantier.

## 1.2. MISE EN PLACE ET SIGNATURE

La présente charte fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux de chaque Entreprise intervenant sur le chantier. Le non-respect des objectifs visés (et par conséquent des moyens à mettre en place pour les atteindre) peut entraîner l'application de pénalités. Le coût des actions correctives engagées pour pallier une non-conformité, sera a minima reporté sur l'Entreprise responsable de ce manquement.

La charte chantier propre est signée par toutes les Entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre. La signature de cette charte par les entreprises les engage à respecter l'ensemble des prescriptions, quels que soient leur corps d'état et la durée de leur intervention.

A


LOT

--

LE

Cachet de l'entreprise :

--

## 1.3. PENALITES

En cas de manquement grave de l'entreprise et du non-respect de cette charte, l'entreprise sera prévenue par une fiche d'identification des actions correctives à mettre en place établie par le responsable du chantier. Dans le cas où les actions ne seraient pas mises en œuvre, une relance de l'entreprise par courrier recommandé sera faite. Si les actions correctives ne sont toujours pas mises en œuvre à la suite de ce courrier, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'une part de faire procéder à une action corrective par une tierce personne et ceci au frais de l'entreprise concernée et d'autre part l'entreprise pourra se voir appliquer les pénalités suivantes :

- Présence répétée de déchets dans une benne non appropriée : 500 € HT/infraction
- Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets : 500 € HT/infraction
- Non-respect répété des exigences de la charte chantier propre : 500 € HT/infraction
- Non-respect des obligations de nettoyage des véhicules : 300 € HT/infraction
- Matériel non conforme aux exigences acoustiques : 300 € HT/infraction
- Non-respect du nettoyage de chantier : 300 € HT/infraction
- Non-respect des consignes de protection des espaces naturels conservés : 500 € HT/infraction
- Absence aux réunions spécifiques environnement : 500 € HT/infraction
- Non production des documents de suivi de la qualité environnementale du chantier : 500 € HT/document.

## 2. PREPARATION DU CHANTIER

### 2.1. ROLES ET FONCTIONS

#### 2.1.1. Coordinateur QE

Le coordinateur QE (Qualité Environnementale) prend les dispositions nécessaires pour le respect des objectifs de la certification environnementale en s'assurant notamment du suivi des consommations d'eau et d'énergie, des déchets. Il dispense à toutes les entreprises une sensibilisation CFIE (chantier à faible impact environnemental) sur le chantier. Il inspecte régulièrement le chantier et consigne les bonnes et mauvaises pratiques dans un compte rendu de visite, appuyé de photos prises sur le site.

Le rôle du coordinateur QE est synthétisé en annexe 1. Ce rôle est assuré par l'AMO QE Ingegroup.

#### 2.1.2. Responsable Environnement Chantier (REC)

Le REC est le correspondant environnement du chantier chargé de suivre l'application de la charte par les entreprises et leurs sous-traitants. À ce titre, il a un rôle de conseil et de prévention sur les risques de pollutions, de nuisances et de consommations superflues. Il veille également à ce que les installations de chantier permettent d'atteindre les objectifs visés. Il doit prévenir le Maître d'Ouvrage et le coordinateur QE dans le cas d'un non-respect constaté de la présente charte, et peut faire intervenir le cas échéant un prestataire pour le nettoyage des zones. Il inclut au compte-rendu hebdomadaire de chantier une rubrique Environnement, qui détaille notamment les remarques du coordinateur QE et les actions correctives mises en place.

Le rôle du responsable environnement chantier est synthétisé en annexe 2. Ce rôle est assuré par le maître d'œuvre d'exécution.

#### 2.1.3. Responsable Environnement Entreprise (REE)

Le REE est désigné au sein de chaque entreprise avant l'intervention de celle-ci sur le chantier. Il a pour rôle de mettre en place les dispositions prévues dans la présente charte et de contrôler leur application au sein de son entreprise. Ce rôle s'étend à tous les sous-traitants et co-traitants éventuels de l'entreprise.

Le rôle du responsable environnement entreprise est synthétisé en annexe 3.

### 2.2. DOCUMENTS PREPARATOIRES

#### 2.2.1. Plan Assurance Environnement (PAE) des entreprises

Chaque entreprise présente dans un document de synthèse les moyens prévus pour s'assurer de la qualité environnementale sur le chantier. Ce document présente les méthodes, les moyens de contrôle et les actions prises par l'entreprise pour limiter les impacts et réduire les risques de l'activité du chantier sur l'environnement, conformément aux dispositions de la présente charte.

Il devra notamment contenir les informations suivantes :

- Certifications environnementales détenues par l'entreprise (ISO, Qualibat, ...)
- Références environnementales (chantier HQE, BREEAM, H&E, ...)
- Organigramme spécifique de l'entreprise, nommant les responsables ainsi que le REC/RBC et indiquant leurs coordonnées
- Matériaux stockés et les dispositions spécifiques qui seront prises pour préserver leurs performances
- Mesures mises en œuvre pour réduire à la source la production de déchets (récupération des emballages par le fournisseur, ...)
- Estimation des déchets produits par type (inerte, DIB, DIS, ferraille, bois, ...)
- Choix des matériaux et fournisseurs et les critères environnementaux qui ont éventuellement permis leur sélection (matériaux locaux, recyclés, recyclables, FDES, ...)
- Risques de pollution lors de l'opération et les mesures prises pour les prévenir et/ou les traiter
- Risques de nuisances (acoustiques notamment) et les mesures prises pour les éviter et/ou les minimiser



- Dispositions prises pour mesurer les consommations d'énergie et d'eau sur le chantier
- Formations et sensibilisations qui seront faites aux intervenants sur le chantier
- Toutes autres procédures ou dispositions permettant de répondre aux exigences de la charte chantier.

Avant l'intervention sur site, ce document est remis au maître d'ouvrage et au coordinateur QE pour approbation.

### 2.2.2. Plan d'Installation de Chantier (PIC)

Un plan délimitant les différentes zones du chantier est mis au point par le REC en concertation avec le coordinateur QE afin d'optimiser au mieux l'organisation générale du chantier. Il doit y figurer :

- La base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoire, bureaux)
- Les aires de lavage et points d'eau
- Les zones de gestion et tri des déchets
- Les zones de livraison et de stockage
- L'aire de parking dédiée aux véhicules (type camionnette) contenant du matériel pour la réalisation des travaux
- Les accès piétons
- L'emplacement des armoires électriques
- Les compteurs d'eau et d'électricité
- Les évacuations d'eau.

### 2.2.3. Schéma d'organisation de la gestion des déchets (SOGED)

Le SOGED, aussi appelé Plan de Management des Déchets (PMD), définit les méthodes et moyens mis en œuvre pour garantir une valorisation maximum des déchets produits, en privilégiant la valorisation matière (réemploi, recyclage). Il détaille notamment :

- Le mode de tri adopté (nombre de bennes, qualité du tri, etc.)
- L'emplacement des différentes bennes
- La liste des prestataires de collecte et d'élimination
- La liste des justificatifs à fournir par les prestataires
- Les objectifs de valorisation sur l'opération
- L'évaluation des quantités de déchets produits par type
- La signalétique prévue
- Les choix de réduction des déchets.

Ce document sera rédigé par le REC à partir de l'estimation de la production des déchets de chantier, de l'organisation in situ, des informations fournies par le prestataire déchets avec les filières qui seront utilisées, les arrêtés préfectoraux associés aux différentes structures de valorisation et de transport de déchets. Le SOGED sera mis à jour à l'avancement du chantier en fonction de l'évolution de l'organisation, puis une version finale en fin de chantier réalisera le bilan de la gestion des déchets.

Les entreprises prenant en charge l'évacuation de leurs propres déchets devront également transmettre leur SOGED relatif à l'organisation de leur gestion et du traitement des déchets.

## 2.3. COMMUNICATION

### 2.3.1. Communication interne

#### Information

Avant d'intervenir sur le chantier, toute nouvelle personne doit être informée par le REC des exigences environnementales et notamment celles relatives au chantier à faible impact environnemental.

Un livret d'accueil synthétisant les éléments clefs de la démarche est mis à la disposition de l'ensemble du personnel du chantier. Le livret d'accueil contient notamment :

- Des informations générales sur le chantier et son accessibilité
- Un rappel des objectifs CFIE
- Un PIC simplifié et fonctionnel
- Des bonnes pratiques pour la réduction des impacts environnementaux et des nuisances.

Des panneaux d'information situés dans la base vie rappelleront les bonnes pratiques à mettre en œuvre pour limiter l'impact sur l'environnement, comme par exemple :

- Eteindre les éclairages en sortant
- Maintenir les portes des locaux chauffés fermées
- Eteindre les radiateurs le soir et le week-end
- Signaler les fuites et les dysfonctionnements
- Sensibilisation pour le repérage des espèces végétales invasives et des enjeux de biodiversité.

Des modèles d'affichage pourront être transmis par le coordinateur QE.

En outre les compagnons doivent recevoir une formation Hygiène et Sécurité, et disposer d'informations sur site. Les compagnons doivent également être formés à la manipulation des produits polluants (stockage, transvasement, etc.) et à l'utilisation du kit anti-pollution.

La liste des secouristes sur site doit être affichée, ainsi que les coordonnées de l'hôpital et le poste de police les plus proches (à l'accueil, dans le réfectoire, et dans le bureau principal à minima).

L'ensemble des intervenants doit être identifié et disposer d'un badge avec photo.

### Sensibilisation des entreprises

Dans la mesure du possible avant leur intervention sur site, les responsables environnement de chaque entreprise suivront une **réunion de sensibilisation** animée par le coordinateur QE, lors de laquelle les points suivants seront développés :

- Certification environnementale
  - Rappel de l'engagement dans une démarche de certification environnementale
  - Profil environnemental de la démarche
- Dispositions relatives au chantier
  - Organisation générale du chantier
  - Gestion des déchets
  - Limitation des nuisances et pollutions
  - Limitation de la consommation en énergie et en eau
  - Protection de la biodiversité
- Documents à remettre.

Une première sensibilisation est programmée dans le mois qui suit le démarrage du chantier pour les responsables des lots clos couvert et la maîtrise d'œuvre d'exécution. Une seconde sensibilisation, prévue au démarrage de leur intervention, rassemble les responsables des lots du second œuvre et des lots techniques. Chaque entreprise doit s'assurer d'avoir suivi la sensibilisation.

### 2.3.2. Communication externe

Un échange d'information entre les acteurs de l'opération et les riverains doit être mis en place par différents moyens par le REC :

- Une **lettre envoyée aux riverains** pour signaler le début du chantier (selon la sensibilité du chantier), les personnes à contacter en cas de nuisance, les plages bruyantes prévues
- Un **panneau présentant le chantier du point de vue de la Qualité Environnementale**, et qui comporte notamment une adresse mail de contact. Le panneau comporte également des détails sur l'avancée de l'opération, les consommations du chantier et la valorisation des déchets.
- Une **boîte aux lettres** afin de collecter les éventuelles observations et remarques des riverains
- Une **lettre envoyée aux riverains** pour signaler la fin du chantier et les remercier pour leur patience, accompagnée d'un questionnaire de satisfaction pour évaluer l'efficacité des mesures mises en œuvre.

Le REC tient à jour un tableau de suivi des réclamations et il transmet une copie mensuelle au coordinateur QE.



## 3. PRESCRIPTIONS GENERALES

### 3.1. CONTROLE ET SUIVI DE LA DEMARCHE

#### 3.1.1. Organisation générale

Tout au long du chantier, le suivi de la bonne application de la charte et des exigences environnementales se coordonne ainsi :

- Réunion tous les deux mois de la maîtrise d'ouvrage, du coordinateur QE et du maître d'œuvre d'exécution/REC afin de faire le bilan des actions en cours et des points sensibles. Au cours de cette réunion qui se déroule sur le chantier, les thèmes suivants sont abordés :
  - Propreté générale du chantier
  - Gestion des déchets
  - Suivi des indicateurs chantier (consommations, etc.)
  - Avertissements et sanction des entreprises
  - Suivi technique et avancement de la transmission des documents justificatifs QE
  - Visite du chantier lors de la réunion.

Le compte-rendu est rédigé par le coordinateur QE et diffusé à l'ensemble des intervenants pour informer les acteurs du chantier sur les actions mises en place et les points sensibles.

- Focus QE en réunion de chantier hebdomadaire, par le maître d'œuvre d'exécution/REC, afin de rappeler aux entreprises les dispositions à respecter et signaler les écarts. Ce focus reprend tous les mois les conclusions de la réunion bimestrielle.

#### 3.1.2. Outils de suivi

##### Tableau de suivi des consommations

Les consommations d'eau et d'électricité du chantier seront relevées toutes les deux semaines par le REC et communiquées au coordinateur QE, qui réalisera le suivi des consommations et alertera en cas de dérive des consommations. Le tableau de suivi comporte :

- La date des relevés et la valeur du compteur
- Les consommations journalières, hebdomadaires ou mensuelles d'eau et d'électricité du chantier, illustrées par des graphiques.

Les consommations d'eau et d'énergie seront suivies par un système de télérelève avec des modules autonomes de télérelève installés sur les compteurs communicants du chantier, donnant accès à une page Internet de suivi en continu de ces consommations qui comportera les valeurs de relevés des consommations journalières, et un suivi de l'évolution des consommations illustré en graphiques.

En cas d'utilisation d'un groupe électrogène sur le chantier, les consommations de fuel du groupe devront être transmises au coordinateur QE.

##### Tableau de suivi des déchets

Les bordereaux de suivi des déchets et le reporting associé seront collectés par le REC mensuellement et transmis régulièrement au coordinateur QE qui vérifiera l'atteinte des objectifs fixés. Le tableau de suivi des déchets (reporting) comporte :

- La date d'enlèvement des déchets
- Le type de déchets
- La quantité de déchets associée
- Le lieu de traitement des déchets
- Le taux de valorisation des déchets si celui-ci est connu.

##### Tableau de suivi des réclamations des riverains

Un tableau de recueil et gestion des réclamations des riverains devra être réalisé par le REC. Les réponses apportées aux plaintes ou questions doivent être explicitées et consignées. Toutes remarques ou questions reçues par l'entreprise devra être transmise au coordinateur QE.

## 3.2. ORGANISATION DU CHANTIER

### 3.2.1. Sécurisation du site

Les abords du chantier doivent être bien éclairés et ne pas comporter de surfaces glissantes ou d'obstacles à la circulation des piétons (objets au sol, etc.). Les panneaux d'affichage doivent être éclairés et entretenus. La couleur des panneaux doit être adaptée à l'environnement alentour. Le chantier doit être sécurisé par une barrière adaptée. Le contournement du site doit être sûr et protégé pour les piétons, et comporte des panneaux d'avertissement de danger éclairés, visibles par les piétons et automobilistes.

Les échafaudages devront être éclairés la nuit et les filets de protection devront être en place et bien fixés.

Des équipements de protection individuelle propres doivent être disponibles pour les visiteurs du site, à mettre à disposition par le REC.

Si une boîte aux lettres a été mise en place sur le chantier, elle doit être située sur le trottoir afin de permettre au facteur d'y accéder sans pénétrer sur le site.

Les sorties et cheminements de secours doivent être signalisés et maintenus dégagés. Un coordonnateur SPS doit visiter le chantier et valider les installations.

### 3.2.2. Installations de chantier

Les entreprises doivent respecter le PIC communiqué par le REC, qui est affiché dans la base vie. Les écarts par rapport au PIC doivent être signalés et corrigés.

Dans la mesure du possible, les installations de chantier doivent permettre aux compagnons de ne pas sortir du site dans leurs habits de chantier (réfectoire, douches, casiers). Les horaires des équipes peuvent être décalés pour optimiser l'utilisation des installations.

Les zones autour de la base vie, des toilettes, la zone déchets et la zone fumeurs doivent être cachées de la vue des passants.

Un coordonnateur SPS doit visiter le chantier et valider les installations.

### 3.2.3. Propreté du chantier

Les différentes zones du chantier référencées dans le plan d'installation ainsi que les alentours du chantier doivent être maintenues rangées et propres. Chaque entreprise doit procéder à un nettoyage et un rangement quotidien.

Aucun dépôt de déblais, de déchets, de produits ou de matériel n'est autorisé à l'extérieur de l'emprise du chantier et dans les espaces verts existants.

En cas de salissures sur la voie publique, les entreprises doivent assurer à leur charge un nettoyage de la voie publique, soit directement, soit par un prestataire.

Dans le cas où le chantier n'est pas maintenu suffisamment propre, le REC pourra demander aux entreprises de faire un nettoyage général du chantier une fois par semaine. En cas de non-respect répété et suite à deux rappels écrits, le REC pourra faire intervenir un prestataire pour réaliser l'entretien à charge des entreprises concernées.

### 3.2.4. Signalétique

L'ensemble des dangers du site doivent être clairement indiqués sur les panneaux à l'entrée du chantier. L'interdiction d'accès sans protections individuelles doit être mentionné.

Des panneaux synthétisant les bonnes pratiques à respecter pour la gestion des déchets et les pratiques générales concernant la réduction des nuisances et des pollutions seront affichés dans la base vie, en plusieurs langues selon les besoins des compagnons.

Les accès et les circulations seront clairement identifiés aussi bien pour les piétons que pour les véhicules. Les stationnements des visiteurs et des intervenants seront signalés. Des panneaux indiqueront l'accueil, la base vie, les vestiaires afin de permettre l'orientation des compagnons et des visiteurs depuis l'entrée du site. Les panneaux seront entretenus pour être lisibles, et seront remplacés si nécessaire.

En outre, sur le chantier, les zones de tri des déchets et les aires de lavage seront clairement indiquées.

La localisation du kit anti-pollution sera clairement indiquée.

### **3.2.5. Circulation et stationnement**

L'ensemble du personnel doit utiliser les parkings adéquats, repérés dans le plan d'installation de chantier. Le stationnement à l'extérieur doit être optimisé et réduit au maximum afin de limiter les nuisances pour les riverains. La venue en transports en commun doit être privilégiée.

### **3.2.6. Accès des véhicules de livraison et d'enlèvement**

Les entreprises chargées des livraisons et des enlèvements doivent être tenues informées des dispositions environnementales prises sur le chantier. Les livraisons doivent être planifiées en journée afin de limiter la gêne sur le trafic local et auprès des riverains. Les véhicules de taille réduite seront préférés de manière à limiter les congestions du trafic.

### **3.2.7. Stockage des matériaux**

Les zones de stockage de matériaux seront clairement définies et des sections attribuées à chaque entreprise, avec une signalétique claire.

Les isolants et produits sensibles (plâtre, mortier, ciment, faux-plafonds...) devront être stockés à l'abri des intempéries et de l'humidité. L'entreprise devra expliciter avant le début de son intervention l'organisation qu'elle adoptera sur le chantier.

Les produits potentiellement polluants seront listés et les Fiches de Données Sécurité seront annexées à la liste avant transmission au REC et au coordinateur QE.

Les produits dangereux ou polluants seront stockés sur des aires étanches pour éviter tout risque de pollution. Les réserves de carburants (type citerne) seront obligatoirement équipées de bac de rétention d'une capacité égale à la citerne. Un second bac étanche sera placé à proximité pour assurer les transvasements de produits sans risque.

Le stockage des bouteilles de gaz devra être protégé (zone délimitée à l'abri des circulations d'engins et loin des ateliers).

## **3.3. GESTION DES DECHETS**

### **3.3.1. Responsabilités**

Chaque enlèvement de benne sera accompagné d'un **bordereau de suivi de déchets** jusqu'aux filières de valorisation, traitement ou élimination, qui sera consigné par le REC et transmis au coordinateur QE. **La collecte des déchets est obligatoirement effectuée durant toute la durée du chantier par un prestataire extérieur unique pour toutes les entreprises du chantier.**

Le REC est tenu de :

- Etablir en collaboration avec le prestataire déchets l'estimation des quantités de déchets pour le chantier
- Mettre à disposition des bennes à déchets et bacs (déchets dangereux et aérosols) pour l'ensemble du chantier au niveau de l'aire de tri principale
- Mettre en place des aires décentralisées de collecte à proximité immédiate des zones de travail
- S'assurer du transport des déchets des aires décentralisées vers l'aire principale
- Optimiser la rotation des bennes en fonction de l'avancement du chantier
- Mettre en place une signalétique claire (noms et logotypes associés) pour l'ensemble des bennes et bacs à déchets. Les panneaux de signalétique doivent être résistants et rester sur place lors des rotations de bennes (panneaux de signalétique dus par l'entreprise en charge des installations de chantier)



- Vérifier la qualité de tri et de collecte des déchets
- S'assurer de la conformité réglementaire des entreprises assurant la collecte et le stockage, la valorisation, ou le recyclage des déchets.

Collecter :

- Les bordereaux de suivi de déchets pour toutes les catégories de déchets (BSDI, BSDIB, BSDIS, BSDE)
- Les documents concernant d'éventuels refus ou déclassements de bennes
- Les documents de traçabilité dans le cas de valorisation de déchets sur place
- Transmettre les bordereaux et l'ensemble des documents relatifs aux déchets au coordinateur QE.

Le coordinateur QE se charge de la consolidation du suivi des déchets et vérifie que les objectifs de valorisation sont respectés.

**Le brûlage des déchets de chantier est interdit.** Des sanctions sont applicables en cas de non-respect du tri ou d'infraction avérée.

### 3.3.2. Procédure

Toutes les bennes enlevées sur le site devront faire l'objet d'un bon d'enlèvement et d'un bordereau de suivi de déchets intégralement rempli. Les bordereaux seront renseignés en masse, y compris pour les déchets non dangereux, et communiqués dans un délai d'un mois sous forme de synthèse mensuelle au format type Excel. Pour le cas des déchets dangereux, un bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) doit être rempli conformément à la réglementation (document CERFA 1257-1).

Le reporting mensuel comportera donc les éléments suivants :

- Bons d'enlèvement des bennes
- Bordereaux de suivi des déchets avec pesée
- Synthèse mensuelle détaillant le tonnage par type de déchets et la valorisation
- Calcul du taux de valorisation global de l'opération.

### 3.3.3. Réduction du volume de déchets

Chaque entreprise veillera à limiter les quantités de déchets produits, via les dispositions suivantes par exemple :

- Recours à la préfabrication pour les produits le permettant
- Production de béton hors site
- Généralisation du calepinage en amont pour limiter les reprises et les découpes
- Choix des modes de conditionnement optimisés
- Reprise des isolants non utilisés et des chutes
- Réduction de l'usage du polystyrène
- Recours à des emballages réutilisables ou consignés, pour les palettes par exemple.

Des dispositions techniques et/ou organisationnelles devront être prises pour réduire à la source la production de déchets d'au moins trois types de déchets.

### 3.3.4. Objectifs de valorisation

Dans le cadre du chantier à faible impact environnemental, un **taux de valorisation minimum de 70%** de la masse de déchets produits est exigé.

La valorisation inclut exclusivement :

- La valorisation matière : recyclage, réemploi, réutilisation
- La valorisation énergétique : incinération avec récupération d'énergie.

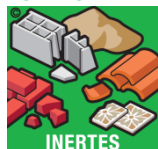
L'objectif complémentaire est d'atteindre un taux minimum de 50% de valorisation matière (par rapport à la masse totale de déchets produits).

### 3.3.5. Classification et tri des déchets

Les déchets seront obligatoirement triés en 5 catégories au minimum (hors ordures ménagères et hors déchets dangereux). Du fait du contexte fortement urbain du projet et de l'emprise chantier réduite, le tri pourra être réalisé hors site par une plateforme spécialisée. Une différenciation sera faite sur site à minima entre les déchets dangereux et les déchets en mélange.

La classification des déchets sur le chantier sera effectuée de la manière suivante :

#### DECHETS INERTES



Les déchets inertes sont des déchets minéraux non souillés dont le caractère polluant et la nature évolutive est très faible. Ils sont soit destinés au recyclage, soient stockés en site de classe III. Les résidus de décantation, issus du lavage des toupies à béton, seront évacués comme déchets inertes. Le plâtre ne constitue pas un déchet inerte.

Exemples : béton, briques, tuiles et céramiques, terres et granulats non pollués, isolants minéraux, déchets de verre

#### DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB)



Les déchets industriels banals regroupent l'ensemble des déchets qui ne sont ni dangereux ni inertes. Les DIB doivent être acheminés soit vers des filières de réemploi, recyclage ou valorisation énergétique, soit incinérés ou stockés en site de classe II. Les plaques de plâtre et la laine de verre font partie de cette catégorie de déchets.

Les déchets d'emballage suivants appartiennent à la catégorie des DIB mais afin de valoriser au mieux les déchets générés par le site, ils peuvent être traités séparément.



Les déchets d'emballage sont répartis en deux catégories :

- Les emballages carton (cartons non souillés, non écrasés ; papier)
- Les plastiques souples (film plastique, housse plastique)

Les déchets d'emballage doivent être valorisés.



Ce sont les déchets qui regroupent les câbles, les déchets ferreux, la ferraille, les chutes de métaux.



Ce sont les déchets du type bois *non traités et non peints* et les palettes. Les bois traités sont destinés, selon la nature du traitement, aux déchets banals ou aux déchets dangereux.



Les déchets dangereux sont des déchets qui contiennent des substances nocives pour l'homme ou l'environnement. Des précautions particulières doivent être prises lors de leur élimination. Ils sont acheminés soit vers des filières d'incinération, soit stockés en site de classe I.



Les déchets assimilables à des ordures ménagères (OM) devront être stockés dans des containers adaptés, situés au niveau de la base vie afin d'être collectés par le service municipal après accord de la commune.

En cas de production importante des déchets suivants, ils devront également faire l'objet d'un tri spécifique :

- Plastique séparé des papiers-cartons (benne emballage ci-dessus)
- Plâtre.

### 3.3.6. Transport et centre de traitement

Tous les prestataires intervenant dans le processus de collecte et d'élimination des déchets doivent disposer d'une autorisation préfectorale, qui leur sera demandée à la passation de leur marché. Cette demande inclut leur sous-traitant, et leur transporteur notamment.

Les documents suivants sont donc attendus de la part des prestataires déchets :

- Agréments préfectoraux pour tous les centres de collecte
- Déclaration en Préfecture pour l'activité de transport des déchets.

Les entreprises exerçant une activité de transport de déchets par la route doivent déposer une déclaration en préfecture dès lors qu'elles transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux ou 0,5 tonne de déchets non dangereux (application de l'article R 541-50 du code de l'environnement). Sont exemptées de cette obligation, les entreprises qui transportent les déchets qu'elles produisent et qui sont soumises à la réglementation des installations classées, les entreprises effectuant uniquement la collecte des ordures ménagères pour le compte des collectivités publiques, les entreprises qui transportent des gravats et inertes et les ramasseurs d'huiles usagées agréés.

## 3.4. REDUCTION DES NUISANCES

### 3.4.1. Nuisances acoustiques

#### Engins

Les entreprises doivent mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour limiter les nuisances acoustiques liées aux engins, en privilégiant notamment :

- L'utilisation d'équipements récents respectant les niveaux acoustiques définis dans la réglementation (arrêtés du 12 mai 1997 et du 18 mars 2002)
- L'utilisation d'engins et de matériel électriques ou hydrauliques
- Les bennes équipées de plaques acoustiques.

Le marquage CE et le niveau de puissance acoustique associé doivent être apposés de manière visible, lisible et indélébile sur l'ensemble des véhicules et engins du chantier.

La marche arrière des véhicules doit être évitée au maximum, ce qui peut être facilité par le plan de circulation.

#### Gestion des plages d'activités bruyantes

Afin de garantir la tranquillité des riverains, les dispositions suivantes doivent être mises en place lorsque nécessaire :

- Adaptation des horaires des activités bruyantes en fonction des exigences du règlement local et du voisinage
- Un doublement des équipes, si nécessaire, afin de réduire le temps d'exécution des tâches bruyantes
- Respect des horaires de livraison et du plan de circulation défini en préparation de chantier.

En cas de travail bruyant exceptionnel, notamment pendant les week-ends, une information pour les personnes extérieures doit être affichée.

### 3.4.2. Nuisances visuelles

L'ensemble des entreprises doit respecter et participer à la bonne tenue de l'ensemble de la zone chantier et de ses abords avec un nettoyage et un rangement effectués quotidiennement.

Les espaces verts existants doivent être respectés et entretenus. Aucun dépôt de déblais, de déchets, de produits ou de matériel n'est toléré dans cette zone et en dehors des emprises du chantier. Un non-respect de cette prescription entraînera une pénalité aux frais de l'entreprise en cause.

La clôture autour du chantier doit être bien entretenue. Elle peut permettre des vues vers le chantier pour les passants.

Les éclairages seront gérés de façon à ne pas gêner les riverains, en réfléchissant notamment à leur orientation, leur puissance et à la programmation horaire. Les riverains sont protégés des éclairages. L'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses devra être respecté, notamment :

- Allumage : au plus tôt au coucher du soleil
- Extinction : au plus tard 1 heure après cessation de l'activité.



### 3.4.3. Nuisances dues aux boues et aux poussières

Afin de maintenir un chantier propre et de limiter les envols de poussières, les voiries seront stabilisées, et des points de lavage mis à disposition sur le chantier pour le nettoyage des roues de camions et des goulottes des toupies à béton. Les entreprises sont tenues de les utiliser systématiquement.

L'utilisation du matériel de découpe et de ponçage sera systématiquement accompagnée d'un système d'aspiration à la source.

Dans le cas d'opérations fortement émettrices de poussière, un dispositif de vaporisation des poussières devra être mis en place.

Des bâches seront utilisées pour le transport et le stockage des produits pouvant se disperser. Pour maintenir la base vie propre, des lave-bottes, grappe-boues ou paillasons seront mis en place.

## 3.5. REDUCTION DES POLLUTIONS

Le chantier peut générer des pollutions dans l'air, le sol et l'eau. Pour les éviter, les entreprises doivent respecter les prescriptions suivantes.

### 3.5.1. Prescriptions générales

- Privilégier l'utilisation de produits moins polluants – toutes entreprises
- Utiliser une huile de décoffrage végétale, biodégradable (classement Synad Végétal) – gros œuvre
- Collecter les Fiches Données Sécurité (FDS) auprès des fournisseurs pour l'ensemble des produits susceptibles de polluer le sol ou l'eau, et/ou dangereux – toutes entreprises
- Respecter les prescriptions indiquées sur les FDS – toutes entreprises
- Respecter l'étiquetage réglementaire des cuves, fûts, bidons et pots – toutes entreprises
- Prendre des précautions lors de la mise en œuvre de produits impliquant des COV (composés organiques volatils), aération des zones – toutes entreprises.

### 3.5.2. Pollution de l'air

- Couper les moteurs en cas d'arrêt prolongé des engins et véhicules – toutes entreprises
- Respecter l'interdiction de brûlage de déchets ou de produits sur le chantier – toutes entreprises
- Privilégier les techniques constructives qui limitent les rejets de poussière dans l'air – toutes entreprises
- Utiliser du matériel de découpe et de ponçage systématiquement accompagné d'un système d'aspiration à la source – toutes entreprises
- Couvrir les bennes à déchets pour les déchets volatils – prestataire déchets
- Utiliser des bâches anti-poussières – toutes entreprises
- Envisager l'aspersion des poussières lorsque le temps est sec et que l'activité est fortement émettrice de poussières – toutes entreprises
- Interdire l'utilisation d'engins thermiques dans des lieux fermés – toutes entreprises.

### 3.5.3. Pollution de l'eau et des sols

- Signaler toute malveillance ou éventuelle fuite de produit dangereux et/ou polluant – toutes entreprises
- Mise à disposition de dispositifs de rétention de type aire étanche, bac de rétention, ou système équivalent pour les produits dangereux/polluants – toutes entreprises pour ses produits concernés
- Stocker les liquides dangereux dans des conteneurs étanches placés sur un bac de rétention pour éviter les accidents en cas de fuite – toutes entreprises
- Réaliser tous les transvasements au-dessus d'une zone de rétention – toutes entreprises
- Assurer le contrôle des effluents (eau de lavage des goulottes béton, etc.) et les diriger vers des entreprises spécialisées ou les pré-traiter – toutes entreprises
- Mettre en place un podium de lavage des goulottes béton (grue et toupies) permettant la filtration des laitances béton – gros œuvre
- Respecter l'interdiction d'enfouissement des déchets sur place – toutes entreprises

- Mettre à disposition au moins un kit anti-pollution dès utilisation d'engins ou de produits pouvant être polluants – toutes entreprises concernées
- En cas de déversement accidentel, utiliser le kit anti-pollution – toutes entreprises concernées.

### 3.6. CONTROLE DES RESSOURCES EN EAU ET EN ENERGIE

#### 3.6.1. Suivi des consommations

Des compteurs seront installés pour permettre le suivi des consommations d'eau et d'électricité du chantier et de la base vie. Ils devront être accessibles pendant toute la durée du chantier pour permettre leur relevé par lecture directe de l'index de consommation.

Ces compteurs seront mis en place par l'entreprise en charge des installations de chantier. Ils seront communicants et un système de télérelève devra être mis en place pour un suivi automatique des consommations via une page Internet dédiée.

Certaines consommations peuvent être obtenues par différence entre plusieurs compteurs. Par exemple pour les compteurs électricité :

- 1 compteur général
- 1 sous-compteur base vie donnant la consommation de la base vie
- La consommation du chantier est obtenue par différence entre le compteur général et le sous-compteur base vie.

#### 3.6.2. Réduction des consommations

##### Eau

Afin de réduire les consommations d'eau sur site, les dispositions suivantes devront être mises en œuvre par l'entreprise en charge des installations de chantier :

- Des boutons poussoirs ou des détecteurs de mouvement au niveau des équipements sanitaires (robinetterie, douches, WC turcs)
- Des aérateurs de jet au niveau des lavabos et des douches
- Des chasses d'eau double commande pour les WC
- Une récupération de l'eau de nettoyage filtrée des goulottes béton pour les nettoyages suivants
- Des affichages de sensibilisation sur la consommation d'eau.

##### Electricité

Afin de réduire les consommations d'électricité sur site, les dispositions suivantes devront être mises en œuvre par l'entreprise en charge des installations de chantier :

- Coupure générale de l'éclairage du chantier via une programmation horaire (soir et week-end)
- Des éclairages économes en énergie
- Un éclairage asservi à des détecteurs de présence à minima pour les zones de circulation, les vestiaires/sanitaires et le réfectoire
- Des ferme-portes équipant toutes les portes donnant sur l'extérieur
- Des appareils de chauffage et de climatisation munis de thermostats programmables, avec horloge de programmation horaire
- En cas de présence d'une grue, programmation horaire pour l'éclairage de la grue
- Des affichages de sensibilisation sur la consommation d'électricité.

### 3.7. UTILISATION DU BOIS SUR LE CHANTIER

Tous les produits à base de bois (y compris bois utilisé comme produit de mise en œuvre comme le bois de coffrage, etc.) devront :

- Posséder une provenance légale et un commerce légal
- Être labellisés FSC ou PEFC.

Des justificatifs sont exigés.

### 3.8. GESTION DE LA BIODIVERSITE EN PHASE CHANTIER

Le phasage du chantier doit être adapté aux rythmes biologiques des espèces animales et végétales présentes au sein et aux alentours du chantier (périodes de nidification, hibernation, floraison).

De manière générale, il est recommandé d'éviter la coupe de végétaux et le travail de la terre pendant la période de reproduction des oiseaux, qui a lieu de mars à septembre.

Pendant toute la durée du chantier, les futures zones d'espaces verts doivent être dans la mesure du possible épargnées de toute circulation et de tout stockage, pour éviter le phénomène de tassement du sol.

Avant la phase de plantation des végétaux, les zones ayant subi un phénomène de tassement du sol seront décompactées. Le travail du sol doit impérativement être effectué lorsque le sol est bien sec car travailler un sol humide risquerait de le compacter davantage.

Des précautions devront être prises pour limiter l'envol de déchets et de poussières sur les espaces végétalisés.

Par ailleurs, si des plantations sont réalisées avant la fin des travaux, des mesures préventives seront prises pour éviter les nuisances ci-dessous sur ces plantations :

- Circulation et stockage
- Dommages sur les branches, racines et troncs
- Envol de déchets et poussières
- Ruissellement d'eaux polluées.

En cas de risque d'arrachage de branches d'arbres, un élagage sera préalablement réalisé. Si des branches étaient arrachées par erreur, celles-ci seront coupées proprement pour permettre une cicatrisation correcte. L'élagage, préventif ou curatif, doit être mené avec des outils bien aiguisés et préalablement désinfectés, et le trait de coupe doivent respecter le col de la branche.

En cas d'envol de déchets ou de poussières, des mesures correctives seront mises en place : ramassage des déchets, aspersion des végétaux pour enlever la poussière accumulée sur les feuilles en cas de temps sec prolongé, etc.

Le chantier ne devra pas contenir de pièges pour la faune : cavités à parois lisses, déchets de type sac plastique et filet, surfaces verticales réfléchissantes, etc.

Les espèces végétales envahissantes identifiées dans le périmètre du chantier seront arrachées avant la phase de terrassement, afin de limiter le phénomène de prolifération.

L'arrachage sera mené en veillant à ne pas disperser de fragments car la moindre bouture ou graine peut donner naissance à un nouveau massif (proscrire l'usage de l'épareuse qui déchiquette les tiges et peut projeter des fragments à plusieurs mètres). Les résidus d'arrachage seront évacués dans des sacs étanches puis seront traités comme des déchets.



## 4. ANNEXES

### 4.1. ANNEXE 1 : ROLE DU COORDINATEUR QE

- Rédiger la charte CFIE et la communiquer aux entreprises
- Vérifier que toutes les entreprises ont signé la charte CFIE
- Analyser le PIC établi par le REC
- Elaborer le SOGED en version 0 pour consultation des prestataires
- Dispenser une sensibilisation QE aux responsables des entreprises
- Réaliser des visites du chantier et rédiger le compte-rendu de chaque visite
- S'assurer de la mise en œuvre effective des prescriptions environnementales
- Synthétiser le suivi des déchets, des consommations et des livraisons
- Collecter les documents justificatifs QE.

### 4.2. ANNEXE 2 : ROLE DU RESPONSABLE ENVIRONNEMENT CHANTIER

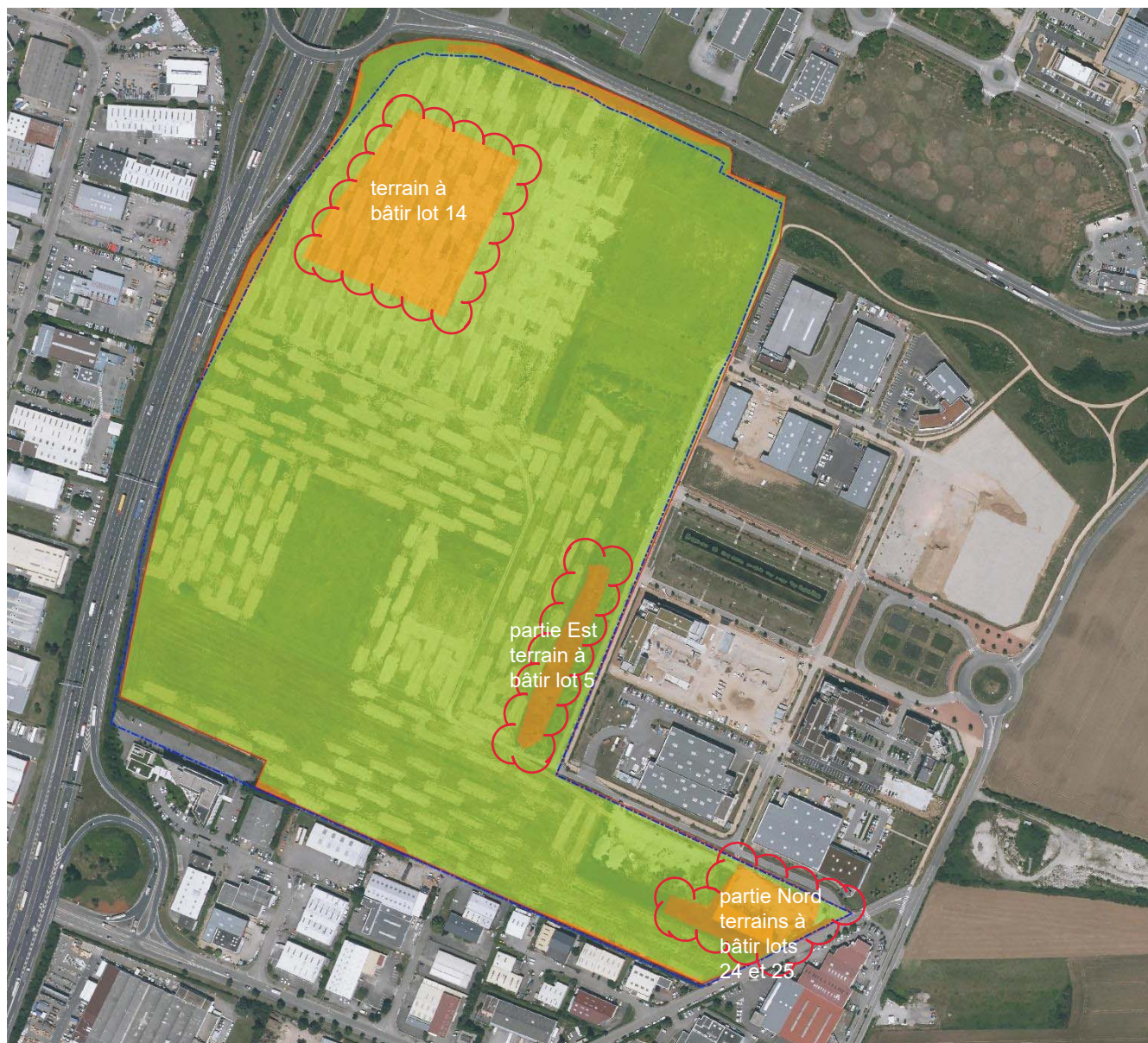
- Informer et sensibiliser les nouveaux arrivants sur la démarche environnementale et les consignes à respecter
- Vérifier que toutes les entreprises ont signé la charte CFIE
- Mettre en place une signalétique claire
- Etablir le PIC et veiller à son respect
- Faire respecter la propreté des zones de travail
- Relayer les observations du coordinateur QE auprès des entreprises concernées
- Contrôler la mise en place par les entreprises des dispositions prévues dans la charte CFIE
- Mettre en œuvre les dispositifs indiqués dans la charte CFIE pour prévenir les pollutions
- Relever toutes les deux semaines les consommations d'eau et d'électricité et les transmettre au coordinateur QE
- S'assurer que le tri des déchets est correctement réalisé et alerter les REE en cas de manquement
- Collecter les bordereaux de suivi des déchets, compléter le tableau de suivi et transmettre l'ensemble au coordinateur QE
- Appuyer la collecte des justificatifs QE et relancer les entreprises si nécessaire.

### 4.3. ANNEXE 3 : ROLE DU RESPONSABLE ENVIRONNEMENT ENTREPRISE

- Participer aux réunions spécifiques et sensibilisation QE, réalisées avec le coordinateur QE
- Sensibiliser et informer tous les intervenants dont l'entreprise est responsable sur le chantier (compagnons, sous-traitants, etc.)
- Communiquer la charte à tous les sous-traitants et co-traitants éventuels
- Transmettre les tableaux de suivi des livraisons et des déchets de son entreprise
- Transmettre les justificatifs QE demandés
- Mettre en application sur le chantier les prescriptions de la charte CFIE.

## Annexe 9

# Enjeux écologiques EVEREST PARC



SERL - Sources : IGN orthophotoplans ; EGIS; EODD - Tous droits réservés © EODD 2022

Carte 11 : Hiérarchisation des enjeux écologiques